



CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR
TSA 51369
83083 Toulon Cedex

Prestations de maintenance des installations électriques Haute Tension,
Basse Tension et Onduleur des sites de la Caisse d'Allocations Familiales
du Var

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS
(CCAP)**

NUMERO DE L'ACCORD-CADRE : ACPA 25-01

Table des matières

Article 1 Parties Contractantes.....	3
Article 2 Objet de l'accord-cadre	3
Article 3 Décomposition de l'accord-cadre	3
Article 4 Généralités	7
Article 5 Durée de l'accord-cadre et délai d'exécution des prestations	10
Article 6 Prix et règlement	10
Article 7 Conditions d'exécution des prestations et pénalités	14
Article 8 Modalités de vérification et d'admission	16
Article 9 Garantie	17
Article 10 Dispositions diverses.....	17
Article 11 Laïcité et neutralité	19
Article 12 Résiliation.....	19
Article 13 Modification des sites concernés par l'accord-cadre.....	20
Article 14 Protection de l'environnement – Développement Durable.....	20
Article 15 Instance chargée de la procédure de recours auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	21
Article 16 Dérogations aux documents généraux.....	21
Article 17 Annexe	22

PREAMBULE :

Les candidats sont invités à prendre une exacte connaissance du présent document et des conditions d'exécution de l'accord-cadre.

A ce titre, toutes les prestations exigées dans le présent accord-cadre seront dues et le titulaire ne pourra arguer de la méconnaissance des éléments demandés.

Article 1 Parties Contractantes

Le présent accord-cadre est conclu entre :

- D'une part,

La Caisse d'Allocations Familiales du Var
TSA 51369
83083 Toulon Cedex

Il s'agit d'un organisme de droit privé soumis aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant Partie législative du code de la commande publique et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, par application de l'article L 124-4 du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 concernant les marchés passés par les organismes de sécurité sociale.

Le Pouvoir Adjudicateur est représenté par M. J. ORLANDINI, Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Ci-après désigné « Caisse d'Allocations Familiales du Var »

- Et d'autre part,

Le titulaire désigné à l'issue du présent accord-cadre.

Ci-après désigné « titulaire »

Article 2 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de maintenance préventive et corrective des installations électriques Haute Tension, Basse Tension et Onduleur des sites de la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Article 3 Décomposition de l'accord-cadre

ARTICLE 3.1 ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre objet de la présente consultation est décomposé en 2 lots, chaque lot étant traité par un accord-cadre séparé :

Lot n°1 Maintenance des installations électriques Haute Tension et Onduleur (Loubière uniquement)

ARTICLE 3.2 FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un accord-cadre de services, passé selon une procédure adaptée, en application de l'article R2123-1 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 applicable aux organismes privés de Sécurité Sociale par l'arrêté du 19 juillet 2018 portant Réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Les prestations donnent lieu à l'établissement d'un accord-cadre mono-attributaire sans marché subséquent, sans minimum et avec maximum exprimé en euros en application des articles R2162-1 et suivants, R2162-13 et R.2162-14 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 :

- Lot n°1 : Maintenance des installations électriques Haute Tension et Onduleur (Loubière uniquement) : montant maximum : 40 000 € HT reconduction comprise
- Lot n°2 : Maintenance des installations électriques Basse Tension : montant maximum : 60 000 € HT reconduction comprise

Dans l'hypothèse où le montant maximum est atteint, l'accord-cadre prendra fin de plein droit.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

ARTICLE 3.3 PART FORFAITAIRE / PART A BONS DE COMMANDES

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles, et est composée d'une partie à prix forfaitaire et d'une partie hors-forfait à bons de commande.

- La partie forfaitaire correspond aux prestations d'entretien courant P2 des installations électriques de la Caisse d'Allocations Familiales du Var. Ces prestations P2 sont assimilables aux prestations de maintenance normalisée de niveaux 1 à 4 inclus (selon la norme AFNOR FD X 60-000 de Mai 2002).
- La partie hors-forfait à bons de commandes correspond à des opérations de maintenance corrective, des opérations d'entretien, de réparation ou de remplacement d'éléments et de composants défectueux, ainsi que des prestations de mise en conformité suite à vérification périodique réglementaire, portant sur les installations électriques

Article 3.3.1 Part forfaitaire

Conduite et entretien courant (Maintenance de niveau P2)

La part forfaitaire correspondant à l'obligation de résultat faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'entretien courant des installations prises en compte dans l'accord-cadre.

Il comprend également les fournitures associées à ces prestations dont, la fourniture des produits consommables et pièces de rechange définis à l'article 3.1.1 du CCTP.

Le prix forfaitaire comprend également toutes les interventions (déplacement et main d'œuvre inclus) dont le montant unitaire HT d'achat des fournitures est inférieur ou égal à 50 € HT pièce unitaire (prix net, avant application du coefficient de majoration).

La notification d'attribution vaut bon de commande pour un démarrage des prestations attendu au 20/12/2025.

Article 3.3.2 Part hors-forfait – Prestations complémentaires : Demande de devis et émission des bons de commande

Des prestations complémentaires peuvent être confiées au titulaire dans le cadre de la partie hors forfait de l'accord-cadre.

Ces prestations peuvent porter sur :

- Des interventions correctives qui nécessitent la fourniture de consommables ou de pièces détachées qui ne sont pas dus dans le cadre de la partie forfaitaire
- Des travaux de rénovation ou d'amélioration des installations
- Des travaux de mise en conformité
- La mise à disposition temporaire ou la location de matériels destinés à un usage limité dans le temps (matériel de secours ou répondant à un besoin ponctuel)

Les prestations de maintenance corrective font l'objet d'un devis détaillé (déplacement, main d'œuvre, fournitures, heure d'arrivée et de départ de l'intervention). Ces devis seront validés par des bons de commandes. A noter que l'intervention de « diagnostic », qui permet d'établir le devis, ne donne lieu à aucune facturation.

Demande de devis :

Chaque prestation hors-forfait fera l'objet d'un devis détaillé établi sur la base du BPU contractuel.

Le devis est établi dans un délai maximal de 2 jours ouvrés à compter de la date de demande de la Caisse d'Allocations Familiales du Var ou bien de la date d'intervention ayant fait apparaître le besoin, et adressé au correspondant technique de la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Le non-respect de ce délai par le titulaire entraîne, pour la commande prescrite, la perte de l'exclusivité dont dispose le titulaire dans le cadre du présent accord-cadre. Dans ce cas, la Caisse d'Allocations Familiales du Var pourra faire appel à l'entreprise de son choix. Le cas échéant, si le titulaire ne donne pas suite lors d'une seconde demande, l'accord-cadre pourrait être résilié.

Chaque devis doit être détaillé poste par poste (prix unitaires, quantités exactes...).

Le bordereau de prix comprend :

- La reconnaissance des lieux et étude préparatoire du chantier
- Les travaux préparatoires
- La protection des lieux et du mobilier existant
- Les travaux de déposes nécessaires
- Le nettoyage du chantier
- Toutes les mesures de sécurisation du chantier nécessaires
- Tous les frais de déplacement induits
- Toutes interventions connexes telles que (les consignations, affichage, etc.)
- Les essais et mise en service
- La participation à la réception des ouvrages

Le titulaire sera tenu de justifier systématiquement le coût des travaux exécutés, en produisant :

- les factures des fournisseurs affectées du coefficient de vente de l'exploitant
- la justification du temps passé par le personnel utilisé (Fiche d'intervention), dans le cas d'une intervention urgente (dont le devis est produit à postériori)

Pour les prestations hors-forfait des bons de commande seront émis en fonction des besoins durant toute l'exécution de l'accord-cadre à partir d'un devis descriptif proposé par le titulaire en considérant que ce prix fait exclusivement référence au bordereau de prix unitaire (BPU).

Forme du devis :

Le devis du titulaire contiendra les éléments suivants :

- Le numéro de devis
- Le numéro de l'accord-cadre et du lot correspondant
- La prestation à effectuer
- Le coût de la prestation en référence au prix indiqué dans l'annexe DPGF / BPU
- Le total HT
- Le total TTC
- La date d'établissement du devis
- La signature et le cachet du titulaire

Article 3.3.3 Emission des bons de commande

L'exécution de la prestation débutera à la date fixée par le bon de commande adressé par voie dématérialisée. À compter de la réception du bon de commande établi par la Caisse d'Allocations Familiales du Var, conformément aux stipulations du présent accord-cadre et au BPU correspondant, le titulaire dispose d'un délai maximum de 2 jours ouvrés, pour effectuer la prestation commandée.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Une prestation effectuée sans bon de commande ne donnera pas lieu à paiement.

Les bons de commandes comporteront :

- Nom et adresse du titulaire
- Numéro de l'accord-cadre et du lot correspondant
- Numéro et date du bon de commande
- Adresse de livraison
- Adresse de facturation
- Désignation des prestations à réaliser : prestation, quantité, lieux et délais d'exécution, BPU ou le devis remis par le titulaire
- Délai maximum de livraison / réalisation
- Montant total hors taxes de la commande
- Taux et montant de la TVA
- Montant total TTC

Par ailleurs, si, dans un délai de 2 jours ouvrés après la réception d'un bon de commande, le titulaire indique qu'il ne peut pas exécuter cette commande, la commande peut être passée à un autre prestataire. Le cas échéant, si le titulaire ne donne pas suite lors d'une seconde commande, l'accord-cadre pourra être résilié par la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Il est bien entendu que le titulaire de l'accord-cadre devra exécuter toutes les prestations pour lesquelles il s'est engagé.

Article 4 Généralités

Article 4.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est composé des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement de chaque lot
- L'annexe financière à l'AE DPGF / BPU de chaque lot
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP) commun à tous les lots dont l'exemplaire conservé par la Caisse d'Allocations Familiales du Var fait seule foi et son annexe
 - Annexe 1 au CCAP Clauses de Sécurité du Système d'Information - Confidentialité
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chaque lot et ses annexes :
 - Annexe 1 au CCTP - Lot 1 Inventaire des matériels
 - Annexe 2 au CCTP - Lot 2 Inventaire des matériels
- Le Cadre de Réponse Technique (offre technique du titulaire) de chaque lot (limitation du nombre de pages)
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification de la consultation
- Les modifications de consultation éventuelles

Pièces générales :

- L'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018
- Le Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document est désigné « CCAG-FCS » dans la suite de ce présent document
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale
- Les spécifications techniques se rapportant aux ouvrages et aux installations concernées par les prestations de maintenance du présent accord-cadre
- Les préconisations de montage et d'entretien édictées par les constructeurs des équipements en place
- Les textes de lois, décrets, arrêtés ministériels et circulaires régissant les conditions et la sécurité du travail, en particulier :
 - le Code du Travail
 - le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié par décrets n° 95-608 du 06 mai 1995 et n° 2001-532 du 20 juin 2001, pris pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (Titre III : Hygiène sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques
 - le décret du 20 Février 1992 relatif au plan de prévention
 - le décret n° 96-98 du 07 février 1996, modifié par les décrets n° 96-1132 du 24 décembre 1996, n° 97-1219 du 26 décembre 1997 et n° 2001-840 du 13 septembre 2001, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante
- L'ensemble des décrets, arrêtés, règlements, normes et textes subséquents en vigueur, applicables aux prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, dont :
 - le règlement sanitaire départemental
 - les différents Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)

- les normes AFNOR et CE en vigueur
 - le règlement de sécurité contre l'incendie applicable aux Etablissements Recevant du Public (arrêtés du 25 Juin 1980 et du 23 Mai 1989)
 - la norme NFC 15-100 relative aux installations électriques à basse tension
 - les instructions publiées par l'Union Technique de l'Electricité (UTE)
 - le décret du 14 Novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs
 - le Code de la Construction et de l'Habitation
 - le règlement sanitaire départemental
 - les règlements intérieurs particuliers des établissements
 - les règles de l'art de la profession se rapportant à la réalisation et à la maintenance des installations électriques
- Le protocole de sécurité qui sera remis au titulaire par La Caisse d'Allocations Familiales du Var

En règle générale, toute prescription et tout ensemble de textes relatifs à la réglementation en vigueur.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier, le titulaire étant censé les connaître.

En dehors du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, ce sont les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 qui s'appliquent.

Le titulaire s'engage par ailleurs à respecter la réglementation en vigueur tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 4.2 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois

Afin de simplifier la collecte de ces attestations et de veiller à leur conformité, il est conseillé au titulaire d'utiliser la plateforme Actradis, pour y déposer ses documents.

Le titulaire est invité à s'inscrire sur la plateforme Actradis directement via l'adresse : www.actradis.fr/inscription

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande de Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la Caisse d'Allocations Familiales du Var se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 4.3 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Caisse d'Allocations Familiales du Var et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9.1 du CCAG-FCS.

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires propres à garantir les conséquences de sa responsabilité civile et contractuelle pour les dommages qu'il pourrait occasionner lors de l'exécution de l'accord-cadre.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Caisse d'Allocations Familiales du Var et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande conformément à l'alinéa 2 de l'article 9.2 du CCAG-FCS.

Article 4.4 Autres obligations

Article 4.4.1 Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de l'accord-cadre après acceptation du sous-traitant par la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours d'accord-cadre selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Le titulaire remet à la Caisse d'Allocations Familiales du Var une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le paiement direct au sous-traitant est obligatoire, si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues à l'accord-cadre et du respect de toutes les autres obligations de l'accord-cadre. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution de l'accord-cadre.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 41.1 du CCAG-FCS).

Article 4.4.2 – Obligations relatives à la sécurité et à la confidentialité du système d'information

Les dispositions de l'Annexe 1 du présent CCAP « Clauses de Sécurité du Système d'Information - Confidentialité » s'appliquent.

Article 5 Durée de l'accord-cadre et délai d'exécution des prestations

Article 5.1 Durée

Le présent accord-cadre est conclu à partir du 20/12/2025 pour une durée de 12 mois, reconductible tacitement 2 fois pour une durée d'un an. La Caisse d'Allocations Familiales du Var se prononcera, pour une éventuelle non-reconduction, au moins deux mois avant la fin de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-reconduction, les prestations devront être exécutées jusqu'au terme de l'accord-cadre.

Article 5.2 Exécution complémentaire

Article 5.2.1 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié selon les cas visés aux articles R2194-1 à R2194-9 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018.

Article 5.2.2 Réalisation de prestations similaires

Des marchés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement en application et conformément à l'article R2122-7 du Décret 2018-1075 du 03 décembre 2018.

Article 6 Prix et règlement

Article 6.1 Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix mixte.

- La part forfaitaire concerne **les prestations régulières de maintenance P2** qui sont traitées à **prix global et forfaitaire**, par application des prix fixés dans la DPGF du titulaire.
- La part hors-forfait concerne **les prestations ponctuelles** hors-forfait telles qu'elles sont inscrites au BPU. Elles sont traitées à prix unitaire au regard des quantités réellement commandées et exécutées par bons de commande. Aucun frais supplémentaire ne sera supporté par la Caisse d'Allocations Familiales du Var autre que les coûts indiqués au BPU.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures et prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, à la manutention, au transport jusqu'au lieu de livraison, les déplacements, la main d'œuvre, l'outillage, les contrôles, le changement de pièces, la rédaction des rapports d'intervention, le renseignement des registres de sécurité, les changements éventuels de pièces, les moyens d'accès aux installations, ainsi que les garanties définies dans les documents de la consultation, des frais afférents en application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires conformément à l'alinéa 1 de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, ainsi que tous les frais afférents à la réalisation des prestations (véhicule et entretien - personnel - carburant - assurance - frais de péage, stockage, manutention...). Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire dans leur totalité.

Les prix sont établis en euros hors taxes. Le taux de la TVA est celui applicable au moment de l'émission du bon de commande.

Article 6.2 Variation du prix

Tous les prix indiqués dans l'Annexe financière à l'AE DPGF / BPU de chaque lot de l'accord-cadre, sont réputés établis en fonction des conditions économiques du mois de la remise de l'offre appelé mois "zéro".

Ces prix sont révisables dans les conditions spécifiées ci-dessous.

Article 6.2.1 Maintenance préventive P2

Les prix de l'accord-cadre sont mentionnés par le titulaire dans son Annexe DPGF / BPU, ils sont révisables une fois l'an en cas de reconduction, à la date anniversaire de l'accord-cadre, sauf pour la première période de 12 mois, où les prix sont fermes, non révisables. Les prix de la nouvelle période annuelle seront déterminés suivant la formule de révision ci-après :

$$Cr = 0,15 + 0,65 (ICHT-IME / ICHT-IME0) + 0,20 (FSD1 / FSD0)$$

Dans laquelle :

ICHT-IME est l'indice du coût horaire du travail, salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques dernière valeur connue à la date de révision (date anniversaire de l'accord-cadre)

ICHT-IME0 est la valeur de cet indice au mois "zéro"

FSD1 est l'indice "Frais et Services Divers -modèle n°1", dernière valeur connue à la date de révision (date anniversaire de l'accord-cadre)

FSD0 est la valeur de cet indice au mois "zéro"

Les nouveaux prix ainsi obtenus restent inchangés pendant la durée de la nouvelle période de 12 mois.

En cas d'absence de transmission de la demande de révision des prix, par courrier ou par mail, dans un délai d'un mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre, le titulaire est réputé refuser la révision de prix. Les prix initiaux non révisés continueront donc à s'appliquer pour l'année.

Article 6.2.2 Maintenance corrective hors-forfait

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant dans le BPU contractuel.

Le BPU contractuel est révisable annuellement à la date anniversaire de la prise d'effet de l'accord-cadre, sauf pour la première période de 12 mois, où les prix sont fermes, non révisables. Pour chacune des périodes de 12 mois suivantes, les prix de l'accord-cadre sont révisés par application du coefficient résultant de la formule suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,85 (BT47 / BT47o)$$

Dans laquelle :

BT47 est l'indice national des travaux de bâtiment catégorie "Electricité", dernière valeur connue à la date de révision (date anniversaire de l'accord-cadre)

BT47o est la valeur de cet indice au mois "zéro"

Les nouveaux prix ainsi obtenus restent inchangés pendant la durée de la nouvelle période de 12 mois.

En cas d'absence de transmission de la demande de révision des prix, par courrier ou par mail, dans un délai d'un mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre, le titulaire est réputé refuser la révision de prix. Les prix initiaux non révisés continueront donc à s'appliquer pour l'année.

Article 6.2.3 Disparition d'un indice

En cas de disparition de l'indice utilisé, le nouvel indice de substitution préconisé par le titulaire à la Caisse d'Allocations Familiales du Var sera applicable après établissement d'un avenant. Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, le remplacement de l'indice sera effectué par avenant à l'accord-cadre, le choix du nouvel indice incombant à la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Article 6.2.4 Clause de sauvegarde

Dans le cas où la nouvelle tarification conduirait à une augmentation supérieure à 3, 5 % (calculée sur le HT) du prix initial, la Caisse d'Allocations Familiales du Var se réserve la possibilité de ne pas accepter les nouveaux prix et de ne pas donner suite à l'accord-cadre, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité et sans qu'il puisse lever la moindre contestation.

Article 6.2.5 Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'ajustement des prix sera limitée à une augmentation de 3, 5 % maximum. Cette évolution s'appliquera sur le prix initial HT (Po) et non sur le prix révisé.

ARTICLE 6.3 MODALITES DE REGLEMENT

Article 6.3.1 Régime des paiements

- Lot 1 Maintenance des installations électriques Haute Tension et Onduleur (Loubière uniquement) :
 - Prestation 1 Maintenance Haute Tension : Le paiement des prestations forfaitaires est effectué par virement, annuellement après constatation du service fait à terme échu. La facture devra être détaillée en mentionnant le montant du site
 - Prestation 2 Maintenance Onduleur : Le paiement des prestations forfaitaires est effectué par virement, annuellement après constatation du service fait à terme échu. La facture devra être détaillée en mentionnant le montant du site
 Les éventuelles réfections ou pénalités seront déduites de ces factures.

- Lot 2 Maintenance des installations électriques Basse Tension : Le paiement des prestations forfaitaires est effectué par virement, annuellement après constatation du service fait à terme échu. La facture devra être détaillée en mentionnant le montant pour chaque site.
Les éventuelles réfections ou pénalités seront déduites de ces factures.

- Lot 1 et 2 : Le paiement des prestations hors-forfait est effectué par virement, après achèvement complet et vérifications des prestations concernées.
Chaque facture ne visera qu'un bon de commande. Les éventuelles réfections ou pénalités seront déduites de ces factures.
Pour chaque facture, il sera annexé le bon de commande et la fiche (ou le rapport) d'intervention justificative.

Article 6.3.2 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Article 6.3.3 Présentation des demandes de paiement

Les factures seront exprimées en unité : Euro.

La Caisse d'Allocations Familiales du Var déduira, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 7.3 du présent CCAP.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro et le lot de l'accord-cadre ainsi que le cas échéant le numéro du bon de commande
- Le nom ou la raison sociale du créancier
- Le numéro de son compte bancaire ou postal
- Les prestations exécutées, la date d'exécution
- Le montant HT des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant
- Le montant total des prestations
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC

Il pourra également être demandé de joindre à la facture tout fichier utile et nécessaire à la vérification de la bonne exécution des prestations.

En application du décret n° 2016-1478 paru le 2 novembre 2016, relatif au développement de la facturation électronique, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques seront effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Si une facture était transmise en dehors de ce portail, celle-ci serait rejetée après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

<https://facture-chorus.fr/>

NOM : CAF DU VAR

SIRET : 783 169 196 00210

Article 6.3.4 – Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

Article 6.3.5 – Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture par la Caisse d'Allocations Familiales, et après admission des prestations, en application de l'article R.2192-10 du décret du 3 décembre 2018.

Le défaut de paiement dans ce délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ainsi que le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros à son profit, en application de l'article D.2192-35 du décret du 3 décembre 2018.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Article 6.3.6 - Avance

Sans objet.

Article 7 Conditions d'exécution des prestations et pénalités

Article 7.1 Conditions d'exécution des prestations forfaitaire

Les prestations forfaitaires doivent être exécutées conformément à l'offre du titulaire et au CCTP.

Article 7.2 Conditions d'exécution des prestations hors-forfait

Les prestations hors-forfait doivent être exécutées aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande et conformément à l'offre du titulaire et au CCTP.

Article 7.3 Pénalités

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, les pénalités suivantes sont cumulables et seront appliquées sans mise en demeure, et ce par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités sont appliquées sur les montants totaux hors-taxa de la facture du mois correspondant.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Article 7.3.1 Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations de maintenance corrective

Dans le cas d'une défaillance qui mettrait en péril la sécurité des biens et des personnes ou la continuité de service, toute intervention de maintenance corrective au-delà des délais fixés dans le CCTP, est sanctionnée par une pénalité d'un montant égal à 100 € par tranche de quatre heures de retard.

Dans tout autre cas, toute intervention de maintenance corrective (dépannage ou réparation) au-delà des délais fixés dans le CCTP, est sanctionnée par une pénalité d'un montant égal à 50 € par jour de retard.

Article 7.3.2 Pénalité pour retard dans l'exécution de toute autre prestation contractuelle

En cas de retard dans l'exécution des prestations, pour laquelle un délai d'exécution ou une date limite a été fixée, il est appliqué une pénalité journalière (jours calendaires) de 50 € par jour de retard dans la limite de 30 jours par an.

Article 7.3.3 Pénalités diverses

LIBELLE	VALEURS	UNITE	MONTANT PENALITE en € HT
Remise du planning annuel de maintenance	Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'accord-cadre	Jour de retard	100 € par jour de retard
Non-respect du planning de maintenance		Par site	80 € par manquement constaté
Non-respect du délai d'établissement d'un devis	5 jours ouvrés suivant la demande ou le constat du besoin	Jour de retard	80 € par jour de retard
Absence d'un représentant du titulaire à chaque réunion		Par réunion	80 € par absence
Non-respect des modalités d'accès aux locaux			50 € par manquement constaté
Non-respect du plan de prévention			50 € par manquement constaté

Article 7.3.4 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles du CCTP ou au Cadre de Réponse Technique du titulaire

Type de manquement	Montant de la pénalité
Pénalité pour non-respect d'une disposition du CCTP et/ou des engagements pris par le titulaire dans son Cadre de Réponse Technique	150 € / manquement constaté
Au bout du 3ème manquement constaté sur une année	250 € / manquement constaté

ARTICLE 7.3.5 Pénalités pour non-obtention de résultat

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant les dispositions ci-après :

Pour défaut de qualité sur les prestations ou leur mode d'exécution, constaté contradictoirement par le représentant de la Caisse d'Allocations Familiales du Var et le titulaire, 50 € par constat.

Si le titulaire n'a pas remédié à ce défaut dans les 24 heures, la pénalité sera portée à 150 € par constat.

Article 7.3.6 Pénalités relatives au travail dissimulé

Si le cocontractant ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il s'expose à des pénalités journalières de 1/500 du montant hors taxes de l'ensemble de l'accord-cadre ou de la tranche considérée dans les conditions et limites prévues par l'article L8222-6 du code du travail (dans sa rédaction issue de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011).

Article 7.3.7 Application des pénalités

Les pénalités font l'objet d'une réfaction de plein droit appliquée par la Caisse d'Allocations Familiales du Var sur la facture intervenante.

Dans l'hypothèse où le titulaire a connaissance d'une difficulté survenue dans la réalisation de la prestation, il s'engage à en faire part immédiatement à la Caisse d'Allocations Familiales du Var et à prendre les mesures nécessaires pour en limiter les impacts.

Dans ce dernier cas, la pénalité pourra être réduite de moitié sur la facture correspondante.

Article 8 Modalités de vérification et d'admission

Vérifications qualitative et quantitative des prestations

C'est au titulaire d'apporter la preuve du service fait. Il met en place un procédé permettant de tracer la réalisation des prestations dues au titre de l'accord-cadre.

Ce procédé doit permettre à la Caisse d'Allocations Familiales du Var de contrôler à tout moment le service rendu. Au titre du forfait, le titulaire établit un planning semestriel qui sert de base pour les vérifications des prestations.

Pour toutes les interventions de maintenance, la Caisse d'Allocations Familiales du Var a notamment la possibilité de contrôler le service fait par :

- les justificatifs exhaustifs des interventions (bons d'intervention, main courante du poste de sécurité) au titre de la maintenance préventive
- une visite du personnel œuvrant sur site par le représentant de la Caisse d'Allocations Familiales du Var
- un contrôle inopiné des prestations et des interventions

Le titulaire doit être présent lors des vérifications. L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérifications.

Toutefois, par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, la Caisse d'Allocations Familiales du Var n'avise pas ipso facto des jours et heures fixés pour les vérifications liées aux contrôles inopinés.

Décisions après vérification

Suite aux opérations de vérifications, la Caisse d'Allocations Familiales du Var peut prendre 4 types de décision, en application de l'article 30 du CCAG-FCS :

- admission
- refaction
- ajournement
- rejet

Article 9 Garantie

Article 9.1 Garantie des travaux exécutés par le titulaire

Tout matériel fourni par le titulaire sera garanti (pièce et main-d'œuvre) une année à compter de sa mise en service. Les documents de maintenance mentionneront la date de prise d'effet de la garantie. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur à un an, la seconde réparation sera à la charge du titulaire.

Article 9.2 Garantie des travaux exécutés par une tierce entreprise

A l'issue de travaux exécutés par des entreprises extérieures indépendamment du présent accord-cadre d'exploitation, le titulaire assiste la Caisse d'Allocations Familiales du Var pour mettre en évidence les éventuels défauts, défaillances ou malfaçons qui pourraient apparaître pendant la période de garantie des ouvrages. Le cas échéant, il fait jouer les garanties dues par les entreprises au titre des marchés de travaux.

Le titulaire est tenu de porter à la connaissance la Caisse d'Allocations Familiales du Var, l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert.

Article 10 Dispositions diverses

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Les intervenants proposés par le candidat doivent permettre de couvrir entièrement le champ des compétences requises pour chaque lot.

La Caisse d'Allocations Familiales du Var se réserve la possibilité de vérifier les compétences des intervenants proposés au cours de l'exécution de l'accord-cadre. En cas d'insuffisance constatée, l'intervenant sera récusé. Dans ce cas, le titulaire s'engage à remplacer l'intervenant dans les meilleurs délais. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS les parties conviennent ensemble du délai dans lequel les personnes seront remplacées au cours d'une réunion de suivi.

Le titulaire doit assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

En cas de modification du personnel assurant les prestations de l'accord-cadre, le titulaire en avise sans délai la Caisse d'Allocations Familiales du Var. Il prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée. Le titulaire devra désigner un remplaçant et communiquer le nom, les titres, qualifications, références à la Caisse d'Allocations Familiales du Var. L'ensemble des frais inhérents à ce remplacement sera supporté par le titulaire. La Caisse d'Allocations Familiales du Var se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

En conséquence, toute modification apportée à la structure des équipes tant sur le nombre ou les noms des participants que sur leur degré de participation à l'accord-cadre devra faire l'objet d'un accord préalable de la Caisse d'Allocations Familiales du Var. Les désaccords ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une remise en cause des prix et du calendrier.

10.1 Sécurité – Sûreté – Conditions de travail et responsabilité du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter les prescriptions relatives à la sécurité applicables à la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Il s'engage à prendre toutes dispositions pour qu'aucun dommage ne survienne tant pour son personnel que pour les tiers et les agents de la Caisse d'Allocations Familiales du Var, lors des opérations.

Le titulaire doit :

- ✓ Respecter la législation du travail en vigueur pour le personnel qu'il emploie ainsi que le règlement intérieur de la Caisse d'Allocations Familiales du Var
- ✓ Respecter le protocole ou le plan de prévention s'il y a lieu
- ✓ Fournir la liste du personnel qui sera amené à travailler au titre du présent accord-cadre
- ✓ Doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à la prestation et le cas échéant, des équipements de protection individuels tels que chaussures de sécurité, gants, etc.
- ✓ Equiper son personnel de badge spécifique identifiant leur nom, prénom et fonction

Le personnel du titulaire devra faire preuve de la plus grande correction et pour des raisons de sécurité, doit impérativement se déplacer à l'intérieur des locaux de la Caisse d'Allocations Familiales du Var avec un logo de son entreprise parfaitement visible et apposé sur son vêtement de travail.

Le titulaire sera responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelle que cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus par le fait de son personnel tant à l'égard des tiers que des agents de la Caisse d'Allocations Familiales du Var, des dommages de quelque nature que ce soit à l'occasion de l'exécution des prestations.

- Accès/ Sûreté des locaux

Le personnel du titulaire a accès aux locaux de la Caisse d'Allocations Familiales du Var pour l'exécution de ses prestations mais doit en tout état de cause respecter les consignes ou les mesures d'organisation, d'hygiène et de sécurité que la Caisse d'Allocations Familiales du Var peut imposer.

L'accès aux locaux étant réglementé, des modalités et procédures seront définies dans le mois suivant la notification de la consultation au titulaire quant aux conditions d'accès de son personnel dans les différents locaux de la Caisse d'Allocations Familiales du Var visés par les prestations.

A chaque passage, le personnel du titulaire a l'obligation de se présenter au représentant de la Caisse d'Allocations Familiales du Var lors de son arrivée. **Tous les agents du titulaire, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter un badge spécifique de leur fonction comportant photo d'identité, nom et prénom, et raison sociale de l'entreprise.**

Aucun agent ne sera admis s'il ne porte pas son badge ou n'est pas identifié dans la liste du personnel fournie par le titulaire.

- Consignes

Le titulaire met en place l'ensemble des moyens nécessaires et conformes à la réglementation en vigueur pour assurer la bonne exécution des prestations. Il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé. Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

- Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel (grève, congés), le titulaire prendra les mesures nécessaires afin d'assurer les prestations prévues par l'accord-cadre à ses frais et risques.

La grève n'exonère pas le titulaire de ses obligations contractuelles. Il lui appartient de trouver des solutions palliatives pour se conformer à la bonne exécution des prestations. Tout manquement fera l'objet d'une mise en demeure et, pourra constituer un cas de résiliation de la consultation aux torts exclusifs du titulaire avec exécution de la prestation à ses frais et risques.

Article 11 Laïcité et neutralité

Conformément aux dispositions de l'article 1er de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire du présent marché s'engage à respecter, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, les principes de laïcité, de neutralité et d'égalité de traitement de ses salariés.

À ce titre, le titulaire s'engage à :

Ne manifester aucune opinion ou appartenance religieuse, politique ou philosophique dans le cadre de l'exécution du marché ;

Veiller à ce que ses salariés, sous-traitants ou toute personne intervenant pour son compte respectent les mêmes obligations de neutralité ;

Prendre toute mesure utile pour prévenir ou faire cesser tout manquement constaté à ces principes.

Le non-respect de ces obligations pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, conformément aux dispositions prévues.

Article 12 Résiliation

En ce qui concerne la résiliation, il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

En application de l'article 38 du CCAG-FCS, la Caisse d'Allocations Familiales du Var peut résilier l'accord-cadre pour tout motif d'intérêt général (exemple : en cas d'adhésion à un marché ou accord-cadre national obligatoire, en cas d'adhésion à une mutualisation régionale auprès des Caisses d'Allocations Familiales du réseau).

Par dérogation à l'article 38 et 42 du CCAG-FCS, lorsque la Caisse d'Allocations Familiales du Var résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas droit à une indemnité de résiliation, ni à aucune autre compensation financière.

Outre les clauses de résiliation de plein droit prévues au CCAG-FCS, la Caisse d'Allocations Familiales du Var se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnités en cas de manquements répétés dans l'exécution des prestations et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, après avoir invité le titulaire de l'accord-cadre à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

Conformément aux dispositions prévues par l'article 45 du CCAG-FCS, la Caisse d'Allocations Familiales du Var se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire :

- soit en cas d'inexécution de la prestation, qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard
- soit en cas de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire

Article 13 Modification des sites concernés par l'accord-cadre

En lien avec sa stratégie immobilière, la Caisse d'Allocations Familiales du Var envisage des mouvements patrimoniaux qui peuvent se traduire par la cession de sites, la fermeture temporaire de sites pour travaux, ou de nouveaux sites.

Après la prise d'effet de l'accord-cadre de tels mouvements feront l'objet d'un signalement un mois avant par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire s'engageant à cesser toute activité et facturation à propos des sites concernés à la date indiquée dans le courrier recommandé.

De ce fait, le titulaire s'engage à accepter ces conditions sans élever aucune observation.

Article 14 Protection de l'environnement – Développement Durable

Condition d'exécution de maintenance :

Le titulaire devra s'inscrire au cours de l'exécution du marché dans une démarche volontaire en matière de respect de l'environnement.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

1. Le titulaire veille à ce que les prestations soient effectuées dans le respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, et a l'obligation d'évacuer et de recycler les déchets produits.
2. Le titulaire fait son possible pour réduire ou optimiser son empreinte écologique.

Dans un souci environnemental en termes d'économie d'énergie, le titulaire s'engage notamment à :

- Exécuter les prestations en utilisant des véhicules rejetant le moins de CO2 et consommant le moins de carburant possible
- Réaliser sa tournée en ayant une recherche optimale de l'itinéraire de distribution diminuant au maximum le nombre de kilomètres effectués
- Former son personnel à l'écoconduite dans le but de réduire les consommations de carburant et diminuer l'effet de serre

3. Le titulaire devra fournir chaque année à la Caisse d'Allocations Familiales du Var par voie électronique un reporting RSE, arrêté au 31 décembre de l'année précédente, dans un délai de 1 mois suivant la fin du marché, et devra recenser au minimum les éléments ci-dessous dans le cadre de l'exécution des prestations :

- Kilométrage effectué
- Émissions CO2
- Bilan des actions menées
- Bilan chiffré des déchets recyclés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire devra proposer des axes de progrès en matière environnementale pour le matériel sous contrat de maintenance.

Ces prestations ne font pas l'objet d'une rémunération complémentaire et sont comprises dans le cadre du forfait.

Article 15 Instance chargée de la procédure de recours auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Article 15.1 Règlement amiable

Le titulaire et la Caisse d'Allocations Familiales du Var s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objets de l'accord-cadre.

Article 15.2 Arbitrage

Conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 19 juillet 2018, en cas de litige survenant dans l'exécution du présent accord-cadre, les parties se rapprochent afin de désigner un arbitre conformément aux dispositions du livre IV du code de procédure civile, afin de trouver une solution amiable au litige.

Article 15.3 Compétence de juridiction

Dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera porté devant la juridiction de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de la Caisse d'Allocations Familiales du Var :

Secrétariat du Greffe du Tribunal Judiciaire
Place Gabriel PERI
83000 Toulon

Article 16 Dérogations aux documents généraux

L'article 4.1 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'article 7.3 et du présent CCAP déroge aux articles 14, 14.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS

L'article 10 du présent CCAP déroge aux articles 3.4.3 du CCAG-FCS
L'article 12 du présent CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS

Article 17 Annexe

Annexe 1 « Clauses de Sécurité et de Confidentialité du Système d'Information »